

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3355 - VENDREDI 26 OCTOBRE 2018

## ASSISES NATIONALES

## La presse congolaise face à son destin

L'ouverture, hier à Brazzaville, des assises de la presse congolaise, a donné lieu à une série de déclarations qui ont toutes mentionné l'importance de ces retrouvailles destinées à poser les nouvelles bases de travail des professionnels des médias au Congo.

Le ministre de l'Intérieur, représentant le Premier ministre, le ministre de la Communication et des médias, les représentants de l'Unesco, de l'Organisation internationale de la francophonie, de l'Union européenne et le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, hôte des assises, ont tour à tour plaidé pour un meilleur fonctionnement des médias, dans un espace débarrassé de pesanteurs attentatoires à la liberté des journalistes. Vingt-six ans après les états généraux tenus au sortir de la Conférence nationale souveraine, moment fondateur de la démocratie congolaise, il n'est pas possible de dire que la presse nationale est exempte de reproches, pas non plus que des évolutions positives n'ont pas été enregistrées. Des présentes assises néanmoins, pouvoirs publics, partenaires divers et professionnels eux-mêmes souhaitent que la presse congolaise prenne son destin en main et jouisse de toute son indépendance.

Page 3



La photo de famille des participants aux assises de la presse nationale

## JUSTICE

## Début du procès des policiers inculpés dans l'affaire Chacona



Six policiers détenus à la Maison d'arrêt, dans le cadre de l'affaire dite de Chacona, où treize

adolescents avaient trouvé la mort, en juillet dernier, dans un commissariat de police à Mpila,

ont comparu hier devant la 3<sup>e</sup> chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Brazzaville. Ces prévenus, dont deux adjudants et quatre brigadiers chefs, sont jugés pour « homicide involontaire et non-assistance à personne en danger ».

Le procès se poursuivra le 8 novembre prochain. Les avocats de la partie civile ont, à l'ouverture, demandé au tribunal de reconsidérer le rôle de l'État qui s'est également constitué partie civile, alors qu'il devait, selon eux, être placé dans le statut de civilement responsable.

Page 4

## CAN 2019

## Le Cameroun veut lever 150 milliards FCFA pour financer les infrastructures

En vue de financer les infrastructures, notamment dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football qu'il abritera en 2019, le Cameroun vient de lancer un emprunt obligataire de cent cinquante milliards de francs CFA. Intitulé « Ecmr 6,5 % net 2018-2023 », il a été enregistré par la Commission des marchés financiers, l'organe régulateur de la Bourse des valeurs de Douala. La période de souscription sera ainsi ouverte du 29 octobre au 9 novembre, pour une maturité de cinq ans. Page 7

PROJET DE RENFORCEMENT  
DES CAPACITÉS COMMERCIALES

## Le comité de pilotage approuve les axes d'intervention



Yvonne Adélaïde Mougany et Raul Matheus Paula à l'ouverture de la réunion/Adiac

Les orientations stratégiques du projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales ont été validées, le 25 octobre, à Brazzaville au cours d'une réunion du comité de pilotage. Le projet qui a démarré ses activités en janvier 2017 est cofinancé à hauteur de huit milliards de francs CFA par le gouvernement congolais et l'Union

européenne. Il vise à contribuer au décollage de l'économie et à la création d'emplois, à travers la promotion d'un développement socioéconomique harmonieux.

Page 2

Éditorial  
Diversification

Page 2

## EDITORIAL

## Diversification

Il ne fait plus guère de doute, aujourd'hui, que les cours du pétrole sur les marchés mondiaux se maintiendront à un niveau élevé dans les années à venir. Selon des experts reconnus, ils pourraient même s'installer durablement à près de 100 dollars US le baril si les tensions existant entre les pays producteurs de l'or noir au Proche et au Moyen-Orient - Arabie saoudite, Iran, Irak, Qatar, Emirats arabes unis et autres pays pétroliers - venaient à s'aggraver comme tout le laisse penser dans le moment présent.

Si un tel pronostic se révèle fondé, la crise dont nous subissons depuis trois ans les effets dévastateurs pour notre économie ne sera plus demain qu'un mauvais souvenir. Ceci d'autant plus que la production des hydrocarbures est en forte hausse chez nous grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements, avec cette conséquence immédiate que les recettes publiques augmenteront très sensiblement dans les prochains mois.

De ce qui précède ressort la question suivante qu'il n'est ni inutile ni prématuré de poser aujourd'hui : le Congo, notre Congo, poursuivra-t-il, dans le nouveau contexte économique qui se dessine, la diversification de son économie que ses plus hautes autorités ont inscrite en tête de ses priorités, ou bien relâchera-t-il l'effort entrepris ces derniers mois afin d'asseoir la prospérité nationale sur des bases plus solides parce que plus diverses ?

Apporter rapidement et par les voix autorisées une réponse claire à cette question aurait assurément des effets positifs pour notre pays. Outre le fait qu'elle rassurerait les institutions internationales avec lesquelles le Congo négocie un accord stratégique de réduction de sa dette publique, un tel geste redonnerait confiance aux Congolais eux-mêmes qui ont payé durement l'effondrement des recettes issues de l'or noir dans le budget de l'Etat.

Si le Congo confirme, dans le même temps où les cours du pétrole s'établissent durablement entre 80 et 100 dollars le baril, que l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce des produits issus de la biodiversité figurent bien en tête de ses objectifs à court terme, il effectuera un bond en avant dont nous ne mesurons pas les effets.

Les Dépêches de Brazzaville

## DÉVELOPPEMENT LOCAL

## Les responsables des collectivités actualisent leurs connaissances

Le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation a ouvert, le 24 octobre à Brazzaville, une session de formation spéciale au profit des préfets, maires et autres responsables pour une meilleure gestion de leurs entités administratives.



Une vue des participants lors de la cérémonie d'ouverture/Adiac

Le séminaire de formation se tient sur le thème «Promouvoir la gouvernance des territoires, le développement économique local et la coopération décentralisée pour garantir l'efficacité de l'action publique au niveau local». Il réunit les préfets de département, les présidents des conseils départementaux et municipaux, les administrateurs-maires d'arrondissement, les maires des communautés urbaines et les élus locaux.

Jusqu'au 26 octobre, ces acteurs et gestionnaires des collectivités locales vont, à travers onze exposés qui seront animés par des experts congolais et ceux venus de France, actualiser leurs connaissances en la matière afin de bien assurer la décentralisation et le développement local au Congo. Parmi les

sous-thèmes à développer, on note, entre autres, «Développement local et animation du territoire : concepts, principes, enjeux, mécanismes et outils de mise en œuvre. Mobilisation des ressources et financement du développement local, comment s'y prendre ?»; «La fonction de l'élu local : bâtir sa vision et réussir son pari. Comment s'y prendre, quels en sont les exigences à observer pour réussir ?». D'autres sous-thèmes bien ciblés y seront aussi développés, notamment «Le préfet de tutelle ou de légalité : la réalité, les freins et les clés du succès»; «Le préfet du département et ses missions : assurer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services de l'État et de l'action publique. Quelle approche pour promouvoir la meilleure qua-

lité du service, ainsi que le développement intégral et harmonieux de la circonscription administrative territoriale?».

Ouvrant les travaux, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a indiqué que ce séminaire s'inscrit dans la dynamique de développement des collectivités locales congolaises. «Le séminaire qui s'ouvre aujourd'hui devrait permettre de trouver des ressorts supplémentaires afin d'impulser la dynamique nouvelle de nos entités, gage du développement de notre pays. Il sera un haut moment d'échange, de partage, de discussions sur notre volonté et nos ambitions», a-t-il signifié.

Firmin Oyé

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédacteur en chef** : Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués** : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
**Service Société** : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique** : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
**Service Économie** : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
**Service International** : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts** : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
**Service Sport** : James Golden Eloué (chef de service), Rominiye Nerplat Makaya  
**ÉDITION DU SAMEDI** : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES

# Le comité de pilotage valide les orientations stratégiques

Les grandes lignes d'intervention du projet ont été approuvées, le 25 octobre à Brazzaville, au cours d'une réunion technique patronnée par la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany.

Les membres du comité de pilotage du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II) ont examiné puis validé les orientations stratégiques du projet ainsi que ses différentes lignes d'intervention. Une sorte de canevas qui devra guider l'exécution de cette deuxième phase du projet qui se clôturera en décembre 2020.

Cofinancé à hauteur de huit milliards FCFA par le Congo et l'Union européenne, sous le onzième Fonds européen de développement, le PRCCE II a démarré ses activités en janvier 2017. Le projet vise à contribuer au développement de l'économie et à la création des

emplois pour promouvoir un développement socioéconomique harmonieux. Placé sous la tutelle du ministère des PME, le PRCCE II oriente ses activités, entre autres, dans la formation, l'appui et l'accompagnement des PME ; le développement des filières prioritaires à travers la structuration des PME ; la mise en place du mécanisme de formation dédié à l'information administrative, judiciaire et fiscale.

Le projet intervient également dans la formation des PME aux normes de l'Ohada ; l'appui à la formulation et la mise en œuvre des politiques commerciales sectorielles ainsi que l'appui au développement de l'Agence

congolaise de normalisation et de qualité. Ouvrant les travaux, la ministre des PME et de l'artisanat a invité les membres du comité de pilotage à emmener le projet à atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

« L'examen du PRCCE II se déroulera au cours des années décisives pour l'avenir de l'économie et des entreprises du Congo. Par conséquent, il nous incombe la responsabilité individuelle et collective de ne ménager ni temps ni imagination, ni toutes autres ressources pour agir et garantir son succès », a indiqué Yvonne Adélaïde Mougany. Pour sa part, l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Congo, Raul Matheus Paula, a rappelé la nécessité pour son institution d'accompagner le Congo dans la mise en œuvre de ce projet.

Firmin Oyé

## PARTENARIAT SOPÉCO / SIKAR-FINANCE

# Quarante-quatre agences et bureaux de poste développés en quinze ans

La collaboration entre les deux parties a été récemment saluée, à Brazzaville, au cours d'une convention placée sur le thème « Quinze ans de défis relevés ; émergence plus ».



Photo de familleDR

Organisée dans le cadre des activités marquant les quinze ans d'implantation de MoneyGram au Congo, la rencontre présidée par le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a réuni autour d'une même table des acteurs des secteurs publics et privés. Plusieurs sous-thèmes y ont été développés, entre autres, «Le développement du partenariat public-privé Sopéco La Poste-Sikar-Finance dans le contexte de l'émergence»; «L'approche managériale de la gestion des organisations ; cas des agences et bureaux Sopéco La Poste-Sikar-Finance» ; «Les fondements de la qualité des services et le contrôle de conformité».

Selon le PDG de Sikar-Finance, Arsène Sita, en quinze ans, ce partenariat est parvenu au développement d'un réseau de quarante-quatre agences et bureaux de poste à l'échelle nationale. Le but étant d'offrir aisément au marché local la solution de transfert d'argent

rapide, économique, fiable en tant que super agent MoneyGram. « Ce réseau permet de déployer actuellement mille cinq cents opérations par jour contre six cents opérations par jour en 2009 et cent cinquante opérations par jour en 2004. Ce gisement devrait constituer pour notre partenariat une base de réflexion à mettre à contribution pour nos échanges au cours de cette convention. Pour y parvenir, Sikar-Finance super agent Moneygram a mis au centre de sa stratégie la valorisation des ressources humaines par la mise en place des plans de recrutement, de formation et de carrière en adéquation avec ses objectifs de développement », a-t-il souligné.

Il a également rappelé que ces quinze dernières années ont été marquées par des avancées technologiques modifiant et rendant plus performants les moyens de paiement. Ce qui leur permettra d'introduire le « cash to account » en sus du « cash to cash », grâce aux avantages qu'offre l'économie

numérique. Cette optique vise, a-t-il déclaré, à renforcer la confiance de la clientèle et à réduire progressivement la prédominance à l'utilisation de la monnaie fiduciaire.

Intervenant à cette occasion, la directrice générale de la Société des postes et d'épargne du Congo (Sopéco), Ludovique Mbossa Mabweré, a indiqué que les deux structures célébraient les quinze ans d'un partenariat gagnant-gagnant et d'une confiance sans relâche. « Notre partenariat s'inscrit depuis son origine dans une dynamique continue de la performance et de son amélioration. C'est ainsi que nos agents bénéficient régulièrement des dernières formations aux outils techniques, au respect de la réglementation et des normes sécuritaires dans le traitement des opérations de transferts », a-t-elle fait savoir.

Pour elle, à l'heure où la Sopéco connaît une nouvelle organisation plus dynamique et s'est engagée dans la refonte de son business model, il est essentiel que son partenaire privilégié puisse l'accompagner dans cette transformation intégrant pleinement les outils liés au digital. « Notre stratégie vise à diversifier nos produits et services, à dynamiser et intensifier notre réseau à travers la mise en place de franchises et de Proxy-Post (points poste de proximité). Les Postes du monde entier se sont arrimées à l'évolution des TIC et ont développé leurs services en répondant aux besoins des clients qui font des achats via internet », a plaidé la directrice générale.

Notons que ces festivités se sont déroulées en présence de Jean Teritahi Teikihaahei Gely, directeur Afrique de MoneyGram international.

Parfait Wilfried Douniama

## MÉDIAS

# Un regard sur la régulation du cadre juridique de la presse

En vue d'asseoir les conditions durables d'une presse libre, indépendante, pluraliste et responsable au Congo, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, représentant le Premier ministre, chef du gouvernement, a ouvert le 25 octobre à Brazzaville, les assises de la presse congolaise.

La rencontre se tient sur le thème « la presse congolaise, vingt-cinq ans après les Etats généraux : bilan, enjeux et perspectives à l'ère du numérique ». Elle va permettre aux participants de jeter un regard sur les pratiques de la presse congolaise et de sa régulation afin de dégager les perspectives au moyen d'un dialogue.

Elle va regrouper du 25 au 28 octobre, les acteurs venus de plusieurs horizons, dont les représentants des organes de régulation des médias de quelques pays d'Afrique, les représentants des organisations onusiennes et bien d'autres. La cérémonie d'ouverture a été marquée par plusieurs allocutions, notamment celles du ministre Raymond Zéphirin Mboulou, de son collègue de la Communication et des médias, Thierry Lézin Mougalla, du président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, et des représentants des organisations internationales, à savoir l'Unesco, Union européenne et l'Organisation internationale de la francophonie.

Raymond Zéphirin Mboulou a souligné que la pratique du journalisme au Congo n'est pas encore au niveau souhaité, estimant qu'elle s'intéresse plus à la diffamation et aux rumeurs qui aggravent les faits. Il a, par ailleurs, émis le souhait que de ces travaux, découle un cadre juridique fiable adapté à un paysage qui donne naissance à un nouveau type de journalistes. Ces derniers a-t-il ajouté, doivent mettre en exergue l'information fiable qui contribue à l'émancipation des citoyens. Thierry Lézin Mougalla, pour sa part, a renchéri que ces assises auront une portée historique sur le changement dans les fondements règlementaires et juridiques, comme dans l'approbation des technologies par les professionnels, les questions concrètes liées à leur statut, aux règles de déontologie et à la définition des nouveaux métiers générés par la révolution numérique.

Selon lui, le gouvernement attend de ces assises des propositions concrètes, la révision et l'adaptation des textes pratiques. Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication a quant à lui insisté sur la mauvaise pratique du métier par les professionnels de l'information.

D'après lui, le vrai journalisme professionnel doit porter la croix du salut pour le bien-être des hommes et de développement de la société. « Ce journalisme professionnel doit toujours travailler dans l'objectivité, se laisser gouverner par l'objectivité et se montrer créatif pour rendre le bon service public attendu de lui, rien que le bon service public, sans plus », a déclaré Philippe Mvouo.

## Cinq cent trente journalistes tués entre 2012 et 2016

Au nom du représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) au Congo, le Dr Jean Pierre Ilboudo a présenté le rapport global 2017/2018 des tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Le rapport souligne quatre dimensions clés de la liberté d'expression : la liberté des médias, le pluralisme des médias, l'indépendance des médias ainsi que la sécurité des journalistes. En ce qui concerne le volet de la sécurité des journalistes, a souligné Jean Pierre Ilboudo, les attaques restent plus tendues avec cinq cent trente journalistes tués entre 2012 et 2016, dont soixante-treize en Afrique subsaharienne, soit deux décès par semaine en moyenne.

Les meurtres des femmes journalistes ont augmenté pendant la période considérée, passant de cinq femmes tuées en 2012 à dix en 2016. Neuf cas sur dix restent en la matière restent impunis.

Il a, en outre, assuré le gouvernement de la disponibilité de l'Unesco à moderniser le secteur de la communication, avant de formuler le vœu que ces assises prennent en compte les mutations politiques, technologiques, juridiques et économiques, et les enjeux des objectifs de développement durables.

Notons que pendant quatre jours, des panels seront donnés sur la régulation et co-régulation de la communication, la communication sur l'Etat des lieux de la presse congolaise. Les participants bénéficieront également des échanges d'expériences de différents pays invités.

Lydie Gisèle Oko

## HYSTÉRIE COLLECTIVE DES ÉLÈVES DE NGANGA-EDOUARD

## Le gouvernement rassure les familles des victimes

Dans un communiqué de presse rendu public un peu tard le 24 octobre, à Brazzaville, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a indiqué qu'il restait à la disposition de tous les parents pour un suivi permanent de tous les apprenants atteints par le phénomène.

« En attendant de déterminer les causes de cette hystérie collective et passagère, le ministère entend rendre compte aux familles du suivi médical des apprenants encore retenus au CHU-B, chaque fois que cela sera nécessaire. Il reste à la disposition de toutes les familles pour un suivi permanent, même à celles dont les apprenants ont regagné leur domicile », a indiqué le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fy-la Saint-Eudes, qui assure l'intérim de son collègue en charge de l'enseignement général, Anatole Collinet Makosso. En effet, après la caravane de la

jeunesse au CEG-lycée Nganga-Edouard, une quarantaine d'élèves a été reçue aux services du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville suite à une hystérie collective. Cependant aucun mort n'a été signalé. « Ce matin vers 10 h, dans l'enceinte du CEG-lycée Nganga-Edouard, quarante et un apprenants, victimes d'une crise d'hystérie collective, ont été admis au CHU-B. Pris en charge très rapidement vers 11 h par les différents services du CHU, réquisitionnés à cet effet, de nombreux enfants sont apparus angoissés, affaiblis et délirant à maints égards. Ils ont subi de nombreux examens médicaux qui n'ont révélé que quelques ma-



La façade principale du CEG-lycée Nganga-Edouard, le 24 octobre /Adiac

laises bénins », a poursuivi le communiqué de presse. Selon le gouvernement, parmi les cas les plus importants, il y a eu deux malades admis en chirurgie, un au bloc pour une fracture au pied et un autre en réanimation pour troubles asthmatiques. « Quelques situations fébriles ont également

été mises à jour. A 17 h, trente-neuf apprenants avaient quitté le CHU-B contre deux restés pour quelques observations complémentaires », a-t-il calmé, précisant que la situation était sous contrôle et aucun décès n'a été déploré. Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'al-

phabétisation a, enfin, rassuré la communauté nationale que les apprenants ont bénéficié d'une assistance impliquant le soutien psychologique des membres du gouvernement ainsi que d'autres services intervenant dans les domaines des urgences et des catastrophes.

Parfait Wilfried Douniama

## DESCENTE PARLEMENTAIRE

## Le député de Liranga offre des kits scolaires aux élèves de sa circonscription

Jean Bruno Kanga est allé rencontrer ses mandants le week-end dernier. Le député a fait don de fournitures scolaires au collège de Liranga, dans la Likouala, et à quelques écoles de ce district.



Jean Bruno Kanga remettant des kits scolaires au CEG de Liranga /Adiac

Dans sa ronde, Jean Bruno Kanga s'est fait avant tout le devoir de rendre compte à ses électeurs des lois votées lors des dernières sessions parlementaires. Conscient des doléances des ses mandants, il n'est pas allé les mains vides. L'élu du peuple a offert des kits scolaires à plus de quatre-cent vingt-cinq élèves du Collège d'enseignement général de Liranga nommé Fleuve Congo, ainsi qu'à l'école primaire Raymond- Ndombi. L'aide apportée aux élèves a été constituée des cartables munis de cahiers, d'ardoises, de craies, de stylos et autres.

Le député a accompli le même geste de générosité dans les écoles du district, notamment dans des villages tels Mongombaté, Mambangué et à Ndjondo. Ici, il a remis en plus un groupe électrogène de 110 KVA pour électrifier le village.

Remettant ces dons, Jean Bruno Kanga a profité de cette occasion pour exhorter les bénéficiaires à prendre leurs études au sérieux pour garantir leur avenir. Partout où il est passé, l'élu de Liranga a aussi demandé à ses mandants de cultiver l'esprit du vivre-ensemble, un élément essentiel et fondamental pour une meilleure vie en société.

En prévention de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit dans la région voisine de la République démocratique du Congo, il a appelé ses électeurs à la vigilance et à prendre des précautions nécessaires à la riposte. D'un village à l'autre, la population lui a témoigné sa gratitude et sa reconnaissance.

Firmin Oyé

## DRAME DE CHACONA

## Les avocats des ayants droit et de la défense récuse la constitution de l'Etat comme partie civile

Le procès des six policiers accusés dans l'affaire dite de la tragédie du commissariat de Chacona, ayant causé la mort de treize jeunes, s'est ouvert le 25 octobre à la troisième chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Brazzaville.

La première journée des audiences sur l'affaire qui remonte au mois de juillet dernier a été marquée par l'exception des avocats de la partie civile qui pensent que l'Etat congolais devrait être civilement responsable au lieu de se constituer partie civile. C'est ainsi qu'ils ont demandé au président de la Cour de régulariser la procédure afin que l'Etat vienne dans cette affaire en qualité de commettant ou de l'employeur des six agents de la police poursuivis pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger.

« L'Etat n'a pas subi de préjudice, donc il ne peut pas se prévaloir partie civile dans cette affaire. Il s'agit d'une fuite en avant, l'Etat devrait répondre des actes posés par ses commis. Cette faute sera imputable à l'Etat », ont défendu farou-

« L'Etat n'a pas subi de préjudice, donc il ne peut pas se prévaloir partie civile dans cette affaire. Il s'agit d'une fuite en avant, l'Etat devrait répondre des actes posés par ses commis. Cette faute sera imputable à l'Etat »,

chement les avocats dont Me Yvon-Éric Ibouanga qui assimile la procédure en cours à un pénalty sans gardien. Il promet ainsi de faire des démonstrations pour prouver que le commettant était de mèche avec les prévenus.

Cette position a été soutenue par les avocats de certains accusés qui estiment que leurs clients sont poursuivis pour un drame qui s'est produit dans un bâtiment de l'Etat, notamment au Commissariat de Chacona.

Rétorquant à ces arguments, le ministère public a souligné que l'Etat pouvait se constituer partie civile dans cette affaire puisqu'il s'agit des vies humaines. Selon le parquet, c'est l'Etat qui a porté plainte et les autres parties sont venues se greffer.

Après ces deux positions antagonistes entre la partie civile et le ministère public, en l'absence des avocats de l'Etat, le président de la 3<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, Dan Ndé Ibara-Ibombo, a renvoyé l'affaire à la prochaine audience prévue pour le 8 novembre afin de délibérer sur cette exception soulevée. La chambre a également rejeté, au cours de cette audience, les demandes de liberté provisoire formulée par deux accusés, notamment le commissaire du PSP et une policière.

Parfait Wilfried Douniama

## DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

## L'Afrique appelée à investir dans la cybersécurité

L'idée a été émise par les chefs d'entreprises lors de la troisième édition d'Africa cybersecurity conference, organisée du 22 au 26 octobre, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sur le thème « Cybersécurité, moteur de la transformation digitale »

Exhortant les Africains à mettre tout en œuvre pour contrecarrer la cybercriminalité, Michel Bobillier, responsable d'une unité de sécurité d'élite chez IBM, a déclaré : « Même si l'Afrique n'était pas jusqu'à présent une cible privilégiée des hackers, les cybermenaces n'ont plus de frontière, les pirates informatiques attaquent tout ce qui bouge ». Il a averti : « La créativité de ces gens (les pirates) est très forte, ils disposent d'organisations, de véritables écosystèmes structurés, avec beaucoup d'argent et de technologies, pour lancer des attaques complexes (...). Il y a une révolution du crime organisé : les mafias ne vont plus dans la rue, elles vont dans les réseaux informatiques ».

Auguste Diop, le PDG de Talentys, une société de sécurité informatique ivoirienne

présente en Afrique de l'ouest, a, de son côté, indiqué que la cybercriminalité a rapporté la somme colossale de trois mille milliards de dollars (deux mille six cents milliards d'euros) dans le monde en 2015,

**« La créativité de ces gens (les pirates) est très forte, ils disposent d'organisations, de véritables écosystèmes structurés, avec beaucoup d'argent et de technologies, pour lancer des attaques complexes (...). Il y a une révolution du crime organisé : les mafias ne vont plus dans la rue, elles vont dans les réseaux informatiques ».**

un montant qui, selon lui, devrait doubler d'ici à 2021. S'il est vrai qu'il n'y a pas de chiffres disponibles spécifiquement pour l'Afrique, l'on sait néanmoins que les banques et les sociétés de télé-

communications sont les premières cibles des pirates, qu'il s'agisse des fraudes bancaires ou des nouvelles solutions de paiement électronique (règlement de factures et transfert d'argent par téléphone portable), qui sont en pleine expansion sur le continent. Rien que les attaques par ransomware - un virus malveillant

qui crypte les données d'un ordinateur, dont les pirates vendent la clé contre rançon -, elles ont « doublé en un an » et le nombre global d'attaques a augmenté « de 20 à 30% » en Afrique, a révélé le

directeur général d'Orange CyberDéfense, Michel Van Den Berghe. Cette situation a conduit Orange CyberDéfense (filiale de la multinationale des télécoms Orange), qui veut profiter de la croissance de la cybersécurité, d'envisager d'ouvrir début 2019 un « hub » au Maroc ainsi que plusieurs filiales en Tunisie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Michel Van Den Berghe a également indiqué que le marché de la cybersécurité en Afrique va passer de 1,7 milliard de dollars en 2017 (1,5 milliard d'euros) à plus de 2,5 milliards en 2020 (2,2 milliards d'euros). « La cybercriminalité pourrait détruire la confiance dans le développement du digital » sur le continent, pense-t-il. Il faut aussi « rassurer les entreprises qui veulent investir en Afrique », a ajouté Michel Van Den Berghe, soulignant que de l'avis général, l'Afrique est mal préparée face aux cybermenaces. Organisée avec le soutien de l'ambassade des Etats-Unis et Business France, l'Africa cy-

ber security conference 2018 a comme partenaires, entre autres, les entreprises JIGHI, Microsoft, Orange, IBM, Visa ainsi que des institutions gouvernementales régionales et internationales (Ministère de l'Economie numérique de Côte d'Ivoire, Smart Africa, Union africaine, OBG). Il s'agit d'une plate-forme inclusive qui réunit à Abidjan, chaque année, et ce depuis 2016, les acteurs majeurs du numérique et des nouvelles technologies, les régulateurs, les responsables gouvernementaux, les entreprises de télécommunications et des fournisseurs de services. La conférence est organisée pour décloisonner le débat sur les enjeux de la transformation digitale, notamment la cyber sécurité. Elle adresse particulièrement les directives stratégiques, les nouvelles technologies, les solutions techniques, de même que les enjeux sociaux, économiques et politiques propres à l'Afrique.

Nestor N'Gampoula

## NATIONS UNIES

## Le déficit budgétaire s'alourdit

La situation financière de l'ONU reste précaire en raison du manque croissant de liquidités de son budget ordinaire, selon un rapport de son secrétaire général, Antonio Guterres, publié le 24 octobre.

Le document adressé à l'Assemblée générale indique : « Le déficit du budget ordinaire de l'ONU avait atteint les trois cent soixante-cinq millions de dollars américains à la date du 30 septembre 2018, contre cent trente-neuf millions de dollars le 30 juin. La situation du budget ordinaire en termes de liquidités reste précaire, avec un déficit de plus en plus important, qui apparaît de plus en plus tôt dans l'année ».

Le déficit du budget ordinaire a dû être partiellement couvert par des prélèvements sur les comptes des opérations de maintien de la paix clôturées de l'ONU, selon le rapport. Jusqu'au 30 septembre, cent quarante et un Etats membres ont versé l'intégralité de leur contribution budgétaire à l'organisation, soit sept de plus que l'an dernier à la même date.

Dans son texte, Antonio Guterres a remercié les Etats membres ayant pleinement honoré leurs obligations vis-à-vis du budget ordinaire et appelé les autres membres à suivre leur exemple. La santé financière des Nations unies ne peut être garantie que si les Etats membres remplissent leurs obligations financières de manière complète et ponctuelle, a-t-il rappelé. Un flux de liquidités stable et régulier est essentiel pour permettre à l'organisation de mener à bien son mandat, indique le document. Le budget ordinaire biennal de l'ONU pour l'année en cours et l'an prochain est d'environ 5,4 milliards de dollars. Les Etats-Unis en sont le principal contributeur, suivis par le Japon, la Chine, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ces six pays supportent à eux seuls plus de la moitié du budget ordinaire de l'organisation.

Les Nations unies disposent, par ailleurs, d'un budget de maintien de la paix séparé, encore plus important que son budget ordinaire, et dont les Etats-Unis sont également le principal contributeur.

Josiane Mambou Loukoula

## BLANCHIMENT D'ARGENT ET TERRORISME

## La Cédéao pointe du doigt le secteur maritime

La lutte contre les deux crimes dans les pays de la sous-région d'Afrique de l'ouest fait l'objet d'une conférence du 24 au 26 octobre à Freetown, en Sierra Leone.

La conférence, organisée par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (Giaba), devrait permettre de renforcer la sécurité dans la région, notamment dans le golfe de Guinée; de lutter contre les



menaces maritimes; de faire baisser le commerce illégal et de créer un système financier plus solide, a souhaité la

vice-ministre des Finances de Sierra Leone, Patricia Laverley. « La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avait désormais pris une ampleur mondiale, notamment en raison des menaces que ces

crimes font peser sur l'intégrité des systèmes financiers, la sécurité et la stabilité nationales et le règne de l'Etat

de droit », a indiqué la vice-ministre. Le directeur des Programmes et projets du Giaba, Buno E. Nduka, a pour sa part affirmé que le commerce international était d'une importance vitale pour un grand nombre d'économies africaines, dans la mesure où plus de 90 % des importations et exportations du continent se font par voie maritime. « Le manque de sécurité en mer et les lacunes du système de contrôle du commerce international sont exploités par les organisations criminelles et les groupes terroristes pour faire circuler des fonds à des fins illégitimes », a-t-il souligné.

L'objectif de la conférence est de renforcer les capacités techniques des forces de l'ordre, en les sensibilisant à l'existence et à l'importance des données commerciales et financières, en leur apprenant à mieux cibler ce type de crimes et en les dotant des compétences analytiques nécessaires, a déclaré Buno Nduka.

J.M.L.

**« La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avait désormais pris une ampleur mondiale, notamment en raison des menaces que ces crimes font peser sur l'intégrité des systèmes financiers, la sécurité et la stabilité nationales et le règne de l'Etat de droit ».**

## CENTRAFRIQUE

# Faustin Archange Touadéra lance à Genève un appel aux investisseurs étrangers

Le président centrafricain a affiché une bonne volonté pour attirer les investisseurs dans son pays, lors du Forum mondial de l'investissement 2018 dont les travaux prennent fin le 26 octobre à Genève, selon un communiqué des organisateurs.

S'exprimait lors d'un débat consacré à l'investissement dans une nouvelle ère d'industrialisation dans le cadre du Forum organisé par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, Faustin Archange Touadéra a déclaré: « Les investisseurs sont invités à explorer le champ vierge de la République centrafricaine ».

Insistant sur les « réels attraits » de son pays pour attirer des capitaux et des investissements directs étrangers qui ne représentaient que dix-sept millions de dollars en 2017, le président centrafricain a dit espérer que les investisseurs répondront à son appel afin de favoriser « une reprise économique au service des Centrafricains ».

Le chef de l'Etat a assuré que son gouvernement s'efforce en vue de rétablir la confiance

et un climat favorable aux affaires en Centrafrique. « Naturellement, le socle de tous ces efforts reste l'engagement à renforcer la gouvernance, à consolider la paix, à soutenir la stabilisation et la résilience des communautés, et à garantir une gestion durable des ressources naturelles », a-t-il relevé. C'est pour cela que les autorités, à tous les niveaux, veillent à « l'efficacité des institutions publiques pour garantir les principes d'équité, de justice et de juste rétribution de la richesse nationale », a-t-il noté.

Faustin Archange Touadéra s'est posé en garant et défenseur du potentiel de la Centrafrique, soulignant que le rendez-vous de Genève doit permettre d'actionner « les leviers du redressement » économique du pays. Pourtant, à ce jour, environ 80%



Faustin Archange Touadéra

des Centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté, près de 50% de la population a besoin d'assistance humanitaire et un Centrafricain sur cinq est déplacé à l'intérieur du pays ou réfugié dans les Etats voisins.

## «Des faiblesses à transformer en atouts»

Malgré cela, le président centrafricain a estimé que derrière ce sombre tableau, les faiblesses de son pays

« peuvent être transformées en atouts pour un développement inclusif et une prospérité partagée ». Pour y parvenir, il a insisté sur l'importance du secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche qui « représente un vivier considérable d'opportunités d'investissement ». Un secteur qui contribue pour plus de la moitié au produit intérieur brut et occupe environ 80% des personnes actives de la Centrafrique.

Le Forum mondial de l'investissement, tenu du 22 au 26 octobre dans la capitale helvétique, vise à pallier l'inquiétude croissante due à la baisse des flux des investissements et son impact sur les efforts déployés pour réaliser l'ambitieux agenda 2030 pour le développement durable.

La rencontre qui se tient tous les deux ans « reste un lieu privilégié pour forger des partenariats entre les acteurs de l'investissement et du développement, notamment dans le but de combler cet écart », selon les organisateurs. Il s'agit d'un moment unique, en ce sens qu'il rassemble tous les acteurs de haut niveau représentant la communauté mondiale de l'investissement et du développement. Le forum est un moment propice pour nourrir un dialogue ouvert, réfléchir sur les initiatives porteuses de solutions et favoriser des alliances mondiales pour promouvoir la prospérité pour tous.

Nestor N'Gampoula

## DÉVELOPPEMENT DU CONGO

# La diaspora veut apporter sa contribution

Regroupés au sein d'une plate-forme dénommée Actions pour le développement du Congo (ADC), des Congolais vivant à l'étranger ont résolu d'unir leurs efforts pour contribuer à la construction de leur nation.

Au cours d'un entretien avec «Les Dépêches de Brazzaville», le père Bouka Ossangué, président de l'ADC, a expliqué: « Nous voulons dynamiser la diaspora congolaise afin qu'elle soit active et participe davantage au processus de développement du Congo, qu'elle soit informée des réalités du pays et s'engage à agir ».

L'ADC a été créée en novembre 2017 à Paris, en France, conformément à la loi de 1901 à laquelle tous les Congolais de l'étranger adhèrent. Pour son président, la diaspora ne doit pas être considérée seulement comme une source de financement mais également comme un partenaire au développement. En dehors de la France, l'ADC a déjà des représentants en Belgique, aux Etats-Unis, au Canada, en Suisse, etc.

En séjour à Brazzaville où ils prennent part à un séminaire de renforcement des capacités des membres des bureaux départementaux et municipaux et des préfets, les responsables de cette ONG auront également des échanges avec les préfets, les présidents des conseils départemen-

taux et autres autorités du pays. Signalons que le séminaire de Brazzaville est destiné à renforcer les capacités des élus locaux et des préfets des départements pour une gestion saine des collectivités locales.

Selon ses dirigeants, l'ADC est structurée autour des délégués par département ou par région et d'un bureau qui en assure le bon fonctionnement. L'ONG dispose de délégués au Congo, tant à Brazzaville que dans les départements, permettant un partage constant d'informations et de suivi des projets. « A l'ère de la mondialisation généralisée, le lien avec le pays d'origine, le département et le village d'origine même est plébiscité. L'utilisation massive et généralisée des nouvelles technologies a gommé la distance, l'éloignement. Loin d'être la rupture inexorable avec le pays d'origine, c'est de plus de pays dont les Congolais ont envie. Des réponses instantanées possibles », peut-on lire sur leur prospectus.

Le vice-président de l'ADC, Rufin Assama, a renchéri en évoquant



Les membres de l'ADC/Adiac

différentes stratégies de cette ONG axées notamment sur la mise en place des projets agricoles pilotes au Congo, la création d'une bibliothèque numérique, des écoles, des dispensaires, etc. « Nous sommes ici à Brazzaville pour se faire connaître, rencontrer nos compatriotes et expliquer au public ce qu'ADC attend des Congolais et ce que les Congolais peuvent faire pour

l'ADC. Nous souhaitons mettre en place un certain nombre de projets afin de participer au développement de notre pays. Une fois repartis en France, nous tiendrons une grande assemblée pour sensibiliser officiellement les Congolais de la diaspora », a-t-il précisé.

Le montant annuel pour chaque adhérent est fixé à soixante euros. Le critère d'adhésion est

d'être Congolais vivant à l'étranger et accepter de travailler pour le pays. L'ADC estime que la construction d'une nation exige que des mesures urgentes soient mises en place dans le processus de croissance économique.

Au fil du temps, des réflexions seront menées pour définir les voies et moyens de contribuer au développement du Congo.

Yvette Reine Nzaba

## CAN 2019

## Cent cinquante milliards FCFA dédiés aux infrastructures

**Le financement envisagé fera l'objet d'un emprunt obligataire dont le quitus du lancement a été donné, le 19 octobre, au gouvernement camerounais, par la Commission des marchés financiers, régulateur de la Bourse des valeurs mobilières de Douala.**

Les dépenses liées aux infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football, que le Cameroun organisera en juin 2019, s'élèvent à cent sept milliards francs CFA sur les cent cinquante milliards que le gouvernement s'apprête à mobiliser sur la bourse des valeurs mobilières de Douala. Ce qui représente 70% de l'enveloppe de financements sollicitée auprès des investisseurs. La note d'information qui accompagne l'opération de levée de fonds du gouvernement camerounais précise qu'une enveloppe globale de soixante-deux milliards francs CFA sera affectée au financement des travaux finaux du complexe sportif d'Olembe (banlieue de Yaoundé), de ses stades annexes et ses voies d'accès ( trente-six milliards FCFA) ; ainsi que le complexe de Japoma (banlieue de Douala), ses annexes et ses voies d'accès ( vingt-six milliards FCFA).

En plus du complexe de Japoma, dans la capitale économique du pays, le stade de la Réunification recevra une dotation de huit milliards francs CFA pour des travaux de réhabilitation.

A Garoua, seule ville de la partie septentrionale du Cameroun qui accueillera la grande fête du foot africain, une somme de vingt milliards francs CFA sera investie, dont huit milliards pour la réhabilitation du stade Rounde-Adja et ses voies d'accès, contre douze milliards francs CFA pour la réhabilitation de quatre stades d'entraînement.

Cette dernière dotation budgétaire devrait faire beaucoup de bien à la société Prime Potomac qui conduit les travaux sur ces quatre stades. Elle a récemment essuyé des mouvements d'humeur de ses employés et autres sous-traitants, l'accusant de ne pas honorer ses engagements contractuels et salariaux, à cause des tensions de trésorerie.

A Bafoussam, dans la région de l'ouest, où un stade flambant neuf est déjà sorti de terre dans la localité de Kouékong, dix-sept milliards francs CFA seront investis dans la construction d'un stade annexe et la réhabilitation de quatre autres d'entraînement dans les villes de Mbouda, Bafoussam et Bandjoun.

L'emprunt obligataire sera souscrit sur la période allant du 29 octobre au 9 novembre. Il sera arrangé par un consortium bancaire formé par la filiale camerounaise de la Société générale, du camerounais Afriland first bank et d'EDC Investment corporation, la branche du groupe panafricain Ecobank dédiée à l'investissement.

Les infrastructures seront construites selon les standards américains. La ville de Garoua est retenue parmi les sites qui vont abriter cette trente-deuxième édition de la CAN Total, du 15 juin au 13 juillet, en terre camerounaise.

**Yvette Reine Nzaba**

## CONTE

## Bertrand N'Zoutani toujours actif

A 75 ans, le comédien n'a rien perdu de son enthousiasme.

« Quand on vit de sa passion, c'est merveilleux. J'ai beaucoup voyagé dans le monde entier et j'ai des amis partout. Aux jeunes artistes qui se lancent, je leur dirais simplement : sachez qu'il

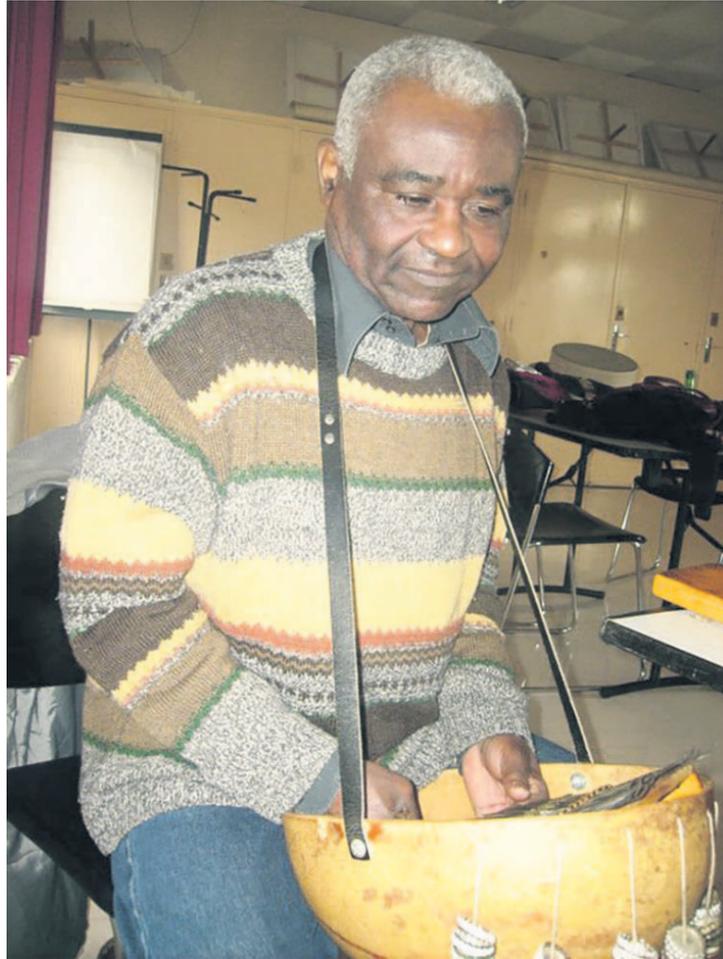
faut bouger, prospecter, avancer ; il faut une sacrée énergie car dans ce métier, c'est compliqué, il y a des temps morts et surtout beaucoup de monde en lice ! Il ne faut rien attendre des autres mais prendre les choses en main soi-même », a-t-il fait savoir

Bertrand N'Zoutani est musicien, chanteur, comédien, conteur, danseur et peintre. Issu d'une famille de musiciens et de conteurs, l'artiste a fait également ses pas à l'Ecole de peinture de Poto-Poto. Ses tableaux montrent des scènes rurales paisibles et lumineuses, quelques-uns sont peints à la gouache, représentant ainsi des scènes de vie africaine, en proposant au public des formes simples et colorées.

Il vit de sa passion et la partage avec générosité aux enfants depuis une trentaine d'années. Il propose, tout au long de l'année, des ateliers pédagogiques où il conte, joue, explique et prend le temps de présenter des instruments de musique traditionnelle africaine comme la sanza. « Je propose des concerts pédagogiques afin de présenter les instruments aux enfants, de leur faire découvrir une musique inédite pour eux, une ouverture d'esprit sur une culture différente », a indiqué Bertrand N'Zoutani.

C'est au théâtre national du Congo, à Brazzaville, que Bertrand N'Zoutani s'est formé. Il a participé à plusieurs festivals internationaux de la parole au Venezuela, en Colombie, à Cuba, au Mexique, en Equateur et en Espagne. Il est membre de l'association Arts en liberté, en France.

**Rosalie Bindika**



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET D'APPUI AU CLIMAT DES INVESTISSEMENTS  
ET A LA GOUVERNANCE SECTORIELLE-FORET/BOIS (PACIGOF)

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 017-MPMEASI-PACIGOF-CPM 2018**

(SERVICES DE CONSULTANTS)

SERVICES DE CONSULTANTS (FIRME) EN APPUI AUX ACTIVITÉS DE FORMATION DES ARTISANS CONGOLAIS AUX MÉTIERS DE LA DEUXIÈME ET TROISIÈME TRANSFORMATION DU BOIS

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières

Référence de l'accord de financement : 2000130013732

N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001



Le Gouvernement de la République du Congo a sollicité et obtenu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt/Bois (PACIGOF), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de service de consultants (firme) en appui aux activités de formation des artisans congolais aux techniques de la deuxième et troisième transformation du Bois.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent : (i) l'affutage, le réglage et l'alignement du matériel de scierie ou d'usinage du bois ; (ii) la classification des pièces de bois débités ; (iii) l'ébénisterie, incluant la conception, la fabrication, la restauration, et la réparation des meubles en bois ; (iv) le sciage du bois et la gestion des équipements de menuiserie ( délinéuse, raboteuse, scie, etc. ...), (v) la maîtrise des systèmes informatiques et logiciels des métiers du bois ; (vi) le transfert de connaissance par le biais de la formation et la documentation complète des techniques de deuxième et troisième transformation du bois.

La Cellule d'exécution du PACIGOF, invite les Consultants et centres de formation éligibles à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition octobre 2015 (Politique de la BAD), qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (Termes de référence de la mission) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 8 heures à 16 heures et de lundi à vendredi.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le vendredi 09 novembre 2018, à 14 heures (heure de Brazzaville) et porter expressément la mention « N° 017-MPMEASI-PACIGOF-CPM 2018 Service de consultants (firme) en appui aux activités de formation des artisans congolais aux métiers de la deuxième et troisième transformation du bois ».

Projet d'Appui au Climat des Investissements et la Gouvernance Sectorielle-Forêt/Bois-(PACIGOF)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur

Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo

Tél : (242) 06 931 00 10 / 05 531 00 10 ; E-mail : [pacigofcongo@gmail.com](mailto:pacigofcongo@gmail.com)

Fait à Brazzaville, le 23 octobre 2018

Le Coordonnateur

**Benoît NGAYOU**



# TV5MONDE AFRIQUE



## RETROUVEZ LE MEILLEUR DES PROGRAMMES AFRICAINS SUR L'APPLICATION GRATUITE

## 100% AFRIQUE 100% MOBILE



[afrique.tv5monde.com](http://afrique.tv5monde.com)



## AVIS FINANCIER

### GRUPE BGFIBank : PROGRESSION DU RÉSULTAT NET AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2018, DANS UN CONTEXTE D'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION.

Dans un contexte d'innovation et de transformation de son offre de services, le Groupe BGFIBank confirme sa solidité financière et la pertinence de sa stratégie de développement. Le Conseil d'Administration du Groupe, réuni le 28 septembre dernier à São Tomé et Príncipe, sous la présidence de Monsieur Henri Claude OYIMA, a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice 2018.

**Le Groupe BGFIBank affiche des performances à la hausse par rapport aux réalisés du 30 juin 2017 avec :**



**Total de bilan**  
**3 175**  
en milliards de FCFA  
en progression de 6%



**Produit net bancaire**  
**102**  
en milliards de FCFA  
en progression de 4%



**Coût de risque à caractère spécifique**  
**0,36%**



**Situation nette**  
**358**  
en milliards de FCFA  
en progression de 2%



**Résultat Brut d'Exploitation**  
**39**  
en milliards de FCFA  
en progression de 4%



**Coefficient net d'exploitation**  
**58%**



**Dépôts clientèle**  
**2 261**  
en milliards de FCFA  
en progression de 10%



**Résultat net**  
**15**  
en milliards de FCFA  
en progression de 6%



**Rentabilité sur fonds propres**  
**9%**



**Crédits à la clientèle**  
**2 086**  
en milliards de FCFA  
en progression de 3%

**Pour Henri Claude Oyima, Président Directeur Général du Groupe BGFIBank, ces bonnes performances sont le reflet de l'implication de tous « Le Groupe BGFIBank démontre une nouvelle fois sa capacité à maintenir un niveau de performance qui va lui permettre de poursuivre sa trajectoire de croissance, continuer d'innover afin de développer l'offre produits au bénéfice de ses clients, accélérer sa transformation pour atteindre les objectifs de son projet d'entreprise « Excellence 2020. Ces résultats ont été possibles grâce à l'engagement de nos collaborateurs, de nos Administrateurs et de nos Actionnaires dont l'implication est porteuse d'une efficacité régulièrement renforcée ».**

À l'issue de ce Conseil d'Administration, un séminaire de formation a été organisé à l'effet de renforcer les compétences et développer l'expertise des Administrateurs **sur les thèmes suivants :**

- Actualités réglementaires : enjeux et priorités pour l'année 2019.
- La déclinaison opérationnelle du nouveau dispositif prudentiel Bâle II et Bâle III.
- Comment améliorer l'efficacité opérationnelle ?
- Quel model pour renforcer la performance commerciale du Groupe BGFIBank ?

### A propos de BGFIBank

Le Groupe BGFIBank est un Groupe Financier International multi-métiers qui allie solidité financière, stratégie de croissance durable et maîtrise des risques. Son ambition est d'être la banque de référence sur ses marchés en termes de qualité de service. Fidèle à ses valeurs de travail, d'intégrité, de transparence, de responsabilité et d'esprit d'équipe, le Groupe BGFIBank place la qualité de service au cœur de son modèle économique et de ses préoccupations. Il accompagne ses clients, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises ou d'institutionnels, dans le cadre d'une relation durable avec une gamme de produits et de services élargie. Le Groupe BGFIBank enrichit constamment son offre en s'appuyant également sur l'expertise de ses partenaires, s'ouvrant ainsi à de nouveaux domaines.

Plus de 2000 collaborateurs présents dans 11 pays accompagnent au quotidien une clientèle exigeante et diversifiée au Bénin, au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire, en France, au Gabon, en Guinée Equatoriale, à Madagascar, en République Démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Príncipe et au Sénégal.

Le Groupe BGFIBank propose conseils et services à sa clientèle autour de ses quatre métiers principaux :

- la banque commerciale
- la banque d'investissement
- les services financiers spécialisés
- l'assurance.





L'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) organisera son assemblée générale ordinaire annuelle à Brazzaville, le mardi 21 Novembre 2018 à partir de 10h00 au Pefaco hôtel Maya Maya.

Sont invités, tous les adhérents, les membres associés et les représentants des organismes partenaires.

**Le secrétaire général exécutif  
Alexandres Planelles**

ASSOCIATION UNION DES FEMMES ARTISTES DU CONGO  
PRÉSENTE

# tuSeo festival

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL DU RIRE DE BRAZZAVILLE  
7<sup>ème</sup> édition

SPECTACLES || ATELIERS || RENCONTRES || GAGS

## 25>27 OCTOBRE 2018 BRAZZAVILLE-CONGO

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO  
19000

MEDDY JOHNSON (MARDI) | LA JAGUAR PREMIER (BURKINA FASO)  
HENRY-DAVID COHEN (FRANCE) | ROSEMARY OMOGBOE (NIGERIA) | ABELLE BOWALA (RDC)  
YANN KOKO (GABON) | KARTSYM (TCHAD) | THÉRÈSE N'DAYE (GUINÉE CONAKRY)  
WEILFAR KAYA (CONGO) | JUSTE PARFAIT MENIDIO (CONGO) | FORTUNÉ BATEZA (CONGO)  
TITUS KOSMAS (CONGO) | CERVEAU MAGIQUE (CONGO), DUO BORIS THALES (CONGO)  
ET TUSEO FAMILY STAND UP...

Partenaires: INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO, TVSMONDE, mossibat'ké, Les Cou rageux

### NÉCROLOGIE

Les enfants Morlende ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, le général de division Jean Jacques Morlende Ayao-



ningat, survenu le 15 octobre 2018, à 18h30 à Paris (France) des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient au n° 4, rue Tsiémé, Nkombo (vers le marché). La date d'inhumation sera communiquée ultérieurement.

**Vous venez de perdre un être cher  
et vous souhaitez utiliser notre quotidien  
pour le faire savoir à vos proches**



Une équipe de professionnels est à votre disposition  
Tél: +242 05 532 0109  
E-mail: [regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)  
84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville



## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:  
Du Lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



# Accédez à un univers de privilèges

- ☑ Organisation de vos voyages vers toutes les destinations
- ☑ Accès aux lounges VIP des aéroports
- ☑ Livraison de vos achats en ligne à domicile
- ☑ Offre d'une carte Prestige utilisable sur un large réseau de partenaires

***everywhere you go***

**mtncongo.net**

**\*150#**

The MTN logo, consisting of the letters 'MTN' in white on a blue oval background, is centered within a white square frame.

## PRÉSIDENTIELLE

# Aucun consensus à Johannesburg sur le candidat commun de l'opposition congolaise

**La famille politique, réunie du 24 au 25 octobre, en terre sud-africaine, s'est une fois de plus séparée sans dénicher l'oiseau rare censé défendre son flambeau lors de la course à la magistrature suprême du 23 décembre.**

Le conclave de l'opposition qui vient d'avoir lieu en Afrique du Sud appartient désormais au passé. À sa clôture qui augurait de belles perspectives concernant le choix d'un candidat commun à la présidentielle, c'est le sentiment d'un rendez-vous manqué qui a étreint nombre de participants. En effet, aucun consensus n'a été dégagé sur cette question, à en croire des sources sur place. Les leaders présents ont évoqué le su-

jet en se gardant, chacun, de faire une quelconque concession qui aurait dû permettre l'évolution des choses. Alors que pour la machine à voter, les leaders des plates-formes de l'opposition ont réaffirmé leurs exigences relatives à son rejet, en plus de recommander le retrait du fichier électoral de toutes personnes enrôlées sans empreintes digitales, le nœud gordien aura sans nul doute été le choix du candidat censé porter les couleurs de cette famille. Il en est de même du programme commun ainsi que de la charte devant organiser la structure, demeurés au stade embryonnaire, à en croire des sources.

Au-delà des contradictions qui émaillent encore le choix de leur candidat, les participants

se sont néanmoins accordés sur l'option de sensibiliser les dirigeants du monde, en particulier ceux de la SADC, « pour qu'ils participent à la pression que fait le peuple congolais pour obtenir de bonnes élections et dans le délai ». Ayant regagné Kinshasa précipitamment pour participer à la marche populaire du 26 octobre, la plupart des leaders présents à Johannesburg ne cachent pas leur désappointement pour n'avoir pas vidé les sujets ayant motivé leur déplacement, en particulier sur la question du candidat commun. Là-dessus, ils continuent toutefois d'afficher un certain optimisme, à l'instar de Martin Fayulu qui, s'exprimant sur un média périphérique, a laissé entendre que ce candidat sortira dans le groupe des quatre

prétendants à la magistrature suprême restés en lice. Outre lui-même, il s'agit de Félix Tshisekedi, Vital Kamhere et Freddy Matungulu. Il a assuré que pour des raisons stratégiques, l'oiseau rare pourrait être connu avant le début de la campagne électorale.

Parmi les leaders des formations politiques ayant effectué le déplacement de l'Afrique du Sud, l'on peut citer Vital Kamerhe, Adolphe Muzito, Martin Fayulu et Freddy Matungulu. Félix Tshisekedi s'est fait représenter par le secrétaire général adjoint chargé des relations extérieures de son parti, Gilbert Kakonde, et par son conseiller spécial Claude Ibalanki. Lutundula, Molisho et Delly Sessanga étaient là pour le compte de la plate-forme

politique « Ensemble pour le changement », tandis qu'Eve Bazaiba, secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, représentait Jean-Pierre Bemba.

Pour rappel, c'est l'ONG sud-africaine In transformation initiative - spécialisé dans la résolution des conflits et les transitions politiques - dirigée par les anciens négociateurs de la fin de l'apartheid qui a tenté de mettre autour d'une table l'opposition congolaise, à moins de deux mois des élections de décembre. Fondée en 2013 par d'anciens acteurs de la transition postapartheid, ce consultant sud-africain a pour objectif de « soutenir [...] les solutions pacifiques et durables » des conflits à travers la planète.

**Alain Diasso**

## BANQUE MOBILE

# Serge Nawej à la base d'une initiative fondée sur la blockchain et les monnaies numériques

**L'objectif du projet est de déployer un système de transactions financières sécurisé et sans espèces, reposant sur un pilier central, la blockchain, rattaché à une plate-forme d'intégration.**

Le président de la Commission nationale des jeunes entrepreneurs de la Fédération des entreprises du Congo, Serge Nawej, est actionnaire de Papersoft Africa, un consortium de banquiers internationaux ayant conclu un partenariat avec la société de transformation numérique iVEDiX, pour mettre en place

le système de transactions financières. Les deux structures indiquent avoir déjà conclu des contrats exclusifs pour ce projet qualifié de « révolutionnaire » et fondé sur la blockchain ainsi que les monnaies numériques. S'inscrivant dans un écosystème mondial bien conçu, explique-t-on, cette initiative axée sur les technologies financières vise à soutenir des millions d'entrepreneurs en Afrique, en se centrant dans un premier temps sur, entre autres, la République démocratique du Congo (RDC) et la Somalie. Ce qui aura des répercussions sur la vie de centaines de millions

de personnes sur le continent africain et au-delà.

## Désengorger les banques traditionnelles

Cet effort novateur, souligne le communiqué publié à cet effet, apporte une solution aux problèmes d'engorgement des banques traditionnelles et des infrastructures en rendant les fonds et les services bancaires électroniques accessibles à toute personne disposant d'un téléphone portable et en permettant à des millions d'entrepreneurs d'accéder à des fonds renouvelables. En outre, expliquent les initiateurs, le projet met l'accent sur la col-

laboration avec les entreprises africaines et la conception de solutions spécifiques répondant aux besoins ainsi qu'aux objectifs économiques de chaque pays, en travaillant de près avec les gouvernements et le secteur privé pour identifier les domaines de croissance prioritaires. L'objectif de cette solution de banque mobile est d'atteindre les millions de personnes qui ne bénéficient pas de services bancaires, actuellement exclues du système financier traditionnel et piégées dans un cycle de pauvreté. « Venant changer la donne, la blockchain et la plate-forme d'intégration créeront des emplois, permettront d'accéder aux marchés et aux services financiers et fourniront de nouvelles sources de revenus dans les principales industries africaines telles que l'agriculture, les mines et les services financiers ainsi que dans d'autres secteurs clés en RDC et Somalie », souligne le communiqué.

Serge Nawej a déclaré : « Après quatre ans de travail de fondation et de vérifications minutieuses, nous sommes ravis de donner naissance à une opportunité technologique mobile unique, complète et tangible qui permettra de rendre autonomes et d'impacter financièrement des millions de jeunes entrepreneurs à travers l'Afrique. En commençant par la RDC et la Somalie, nous exploitons les opportunités que nous offrent le dividende démographique et les ap-

proches novatrices en matière de technologies (...) Grâce à notre technologie de blockchain et notre plate-forme d'intégration unique, nous sommes en bonne passe pour changer de manière positive le discours sur les marchés dits « frontaliers » et l'ADN de l'entrepreneuriat en Afrique ».

## Des vies et des emplois

Les initiateurs du projet rappellent que le nombre de jeunes en Afrique devrait atteindre sept cent cinquante millions d'ici à 2030 et un milliard d'ici à 2050. « La croissance démographique du continent et l'émergence d'innovations autour des économies numériques nous offrent une occasion sans précédent d'exploiter le potentiel de la dynamique démographique des jeunes entrepreneurs. La Banque mondiale estime que l'Afrique devrait compter 1,1 milliard d'habitants d'ici à 2034. Ce boom démographique nécessite de repenser notre façon de concevoir la création d'emplois et la création de richesses », ont-ils fait savoir. La mise en oeuvre de cette initiative devrait permettre à plus de dix millions d'entrepreneurs en Afrique de bénéficier de possibilités de financement innovantes et d'un soutien à la génération de revenus au cours des trente-six prochains mois et devrait avoir une incidence sur des centaines de millions de vies.

**Patrick Ndungidi**



Serge Nawej

## SALUBRITÉ

# Averda édifie les élèves sur l'hygiène

La société a lancé, cette semaine, à l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya de Pointe-Noire, son projet axé sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire. De nombreux élèves ont été sensibilisés aux données de base de l'hygiène de proximité.

Aujourd'hui, l'école constitue un lieu propice à l'acquisition de nouvelles connaissances et au changement de comportements, inculquant aussi les notions d'hygiène. La société Averda qui a la charge d'assurer l'assainissement à Pointe-Noire, Brazzaville et Oyo a pensé initier un projet axé sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire, dans le but de transmettre aux élèves des notions dans les domaines de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement. Dans la ville océane, ce projet a eu pour épicerie l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya, située dans le premier arrondissement Lumumba. Pour permettre aux élèves de bien assimiler le cours, un film de dessin animé a été projeté à l'écran dans lequel les personnages incarnés par Glad et Vad expliquent comment, avec des



Le maire de Pointe-Noire encourageant les élèves à conserver les règles d'hygiène

gestes aussi simples, on peut garder l'environnement plus propre et encore plus sain. Conformément à son programme de développement de la ville, notamment à l'amélioration du cadre de vie et du milieu urbain, le maire de Pointe-Noire, Jean François Kando, a loué cette initiative qui interpelle les jeunes apprenants à l'hygiène de proximité. Il est venu à l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya pour encourager les enfants à conserver les règles d'hygiène, une manière pour lui de pérenniser également la salubrité dans la ville. Pour ce faire, le député maire a projeté d'organiser les

émulations dans les quartiers et écoles les plus propres, en collaboration avec la société Averda. « Reste aux apprenants de relayer l'information auprès de leurs familles respectives pour les enseignements reçus », a-t-il dit. Notons que cette activité consiste également à faire connaître aux élèves des notions nouvelles telles que la pollution, le recyclage, le réchauffement climatique. Au cours de cette journée, les agents de la société Averda ont nettoyé et déposé les bacs à ordures dans l'enceinte de l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya.

Hugues Prosper Mabonzo

## PARTENARIAT

# L'Adéco et le SPTR s'associent dans la prise en charge médicale des transporteurs

L'Association pour le développement économique du Congo (Adéco) et le Syndicat professionnel des transporteurs routiers (SPTR) ont scellé, le 25 octobre, au siège de ce syndicat à Pointe-Noire, une alliance pour la prise en charge médicale des transporteurs, en présence des secrétaires généraux des parkings et aires de stationnement autorisés.

Aimé Magloire Boukaka, président directeur général de l'Adéco, et Antoine Bouity, président de l'intersyndicale du SPTR, ont signé le mémorandum d'entente portant assistance médicale des transporteurs routiers, agents de régulation et contrôleurs affiliés au SPTR. Avec la signature de cet accord, les transporteurs ont désormais un partenaire qui va garantir leur santé et sécuriser ainsi les usagers empruntant leurs moyens de transport.

Cette assistance médicale permet ainsi aux chauffeurs et contrôleurs de se soigner correctement. « La cardiologie, la pédiatrie, la médecine générale, la chirurgie, la gynécologie, l'imagerie médicale sont les domaines de la santé pour lesquels l'Adéco assure la prise en charge médico-chirurgicale par le biais de son centre médical. Celui-ci va ainsi accueillir les chauffeurs, contrôleurs et leurs familles, désireux de bénéficier des soins de l'Adéco », a dit Aimé Magloire Boukaka. Il a ajouté que les secrétaires généraux des parkings et aires de stationnement présents doivent apporter l'information à leurs affiliés pour qu'ils souscrivent au projet, moyennant une modique somme d'argent.

Pour ce faire, les secrétaires généraux des parkings ont quinze jours en vue de susciter l'adhésion de leurs affiliés à ce programme car à partir du 1<sup>er</sup> décembre, les premières prises en charge automatiques vont commencer. L'Adéco souhaite que les chauffeurs, les contrôleurs et régulateurs accueillent favorablement ce programme, gage de leur bien-être médical.

Hervé Brice Mampouya

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

114, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)





**PROMO RENTRÉE SCOLAIRE**  
 LES GAGNANTS DE LA SEMAINE  
 DU 15 OCTOBRE 2018

055698166	KIT PRIMAIRE	053939963	KIT LYCÉE	056837502	50 000F
053133834	KIT PRIMAIRE	055634812	KIT LYCÉE	044440100	50 000F
056070568	KIT PRIMAIRE	055342308	KIT LYCÉE	055492728	50 000F
056300902	KIT PRIMAIRE	044281003	KIT LYCÉE	056898965	50 000F
055171158	KIT PRIMAIRE	056057700	KIT LYCÉE	053626011	50 000F
056619146	KIT PRIMAIRE	055300038	KIT LYCÉE	044884832	50 000F
044225809	KIT PRIMAIRE	055202022	KIT LYCÉE	055265285	50 000F
040305368	KIT PRIMAIRE	056579736	KIT LYCÉE	055200288	50 000F
050279655	KIT PRIMAIRE	055441133	KIT LYCÉE	055648158	50 000F
040825118	KIT PRIMAIRE	055284969	KIT LYCÉE	055977103	50 000F
057422222	KIT COLLÈGE	056619146	20 000F	050285069	100 000 F
056284579	KIT COLLÈGE	041000830	20 000F	056379456	100 000 F
055224411	KIT COLLÈGE	044102940	20 000F	044342898	100 000 F
044342898	KIT COLLÈGE	050878117	20 000F	055576115	100 000 F
055707099	KIT COLLÈGE	055576115	20 000F	055648158	100 000 F
055595345	KIT COLLÈGE	044059290	20 000F	057772815	100 000 F
050114476	KIT COLLÈGE	055756226	20 000F	055698166	100 000 F
055541684	KIT COLLÈGE	055592555	20 000F	057948888	100 000 F
055250007	KIT COLLÈGE	055363931	20 000F	055838187	100 000 F
050718377	KIT COLLÈGE	057208483	20 000F	044417179	100 000 F



## CHRONIQUE MUSICALE

## L'émission «Tam-Tams» fête ses 25 ans

La célébration s'est déroulée le 23 octobre, à l'Institut français du Congo (IFC), avec la participation de nombreux artistes musiciens dont Setho, Kevin Mbouande Mbenga et Roga-Roga.

Si Setho et son Impression des AS ont chanté «Mobali ya bololo», autrement dit un monsieur médiocre qui, une fois séparé de sa femme, retire tous les objets qu'il lui a achetés, Kevin Mbouande Mbenga et son Patrouille des stars ont interprété le générique du moment «Le papa-le papa», l'homme des promesses irréalisables avec son show «Okomema Congo na mutu». Une animation qui a soulevé la foule avant que Roga-Roga et ses artistes ne prennent la relève avec le générique «242». Si Kevin Mbouande Mbenga le Metatron pense que «Le papa-le papa» va porter le Congo sur sa tête (Okomema Congo na mutu), Roga-Roga, pour sa part, déplore le fait que les jeunes manquent aujourd'hui de conscience professionnelle «Ba petits bazo sakana na boulot». Telle a été l'ambiance qui a prévalu à la fin de cette émission.

Il s'est agi d'un véritable affrontement loyal, d'autant plus que tous les artistes ont suivi dans la salle les prestations des autres. Jusqu'à la fin de l'émission, aucun d'eux n'a quitté la salle. Coup de chapeau aux organisateurs.

## Plus d'une vingtaine de prestations

La célébration des 25 ans de l'émission «Tam-Tams» a débuté par les évocations faites tour à tour par le député Ferréol Constant Patrick



Médard Milandou et Ferréol Constant Patrick Gassackys

Gassackys, en sa qualité d'homme culturel et ancien manager d'Extra musica, ainsi que le colonel Mesmin Atiga, homme culturel et ami de l'émission et des artistes.

Après les évocations, Roga-Roga et son Extra musica ont ouvert le bal des passages des artistes avec la chanson «Succès Extra», le premier générique de cet orchestre. Avant de quitter le podium, Roga-Roga Missile a expliqué lui aussi, comment est-ce qu'il a rencontré l'animateur de l'émission, Médard Milandou, qui a fini par propulser ce groupe et son leader. Après Roga-Roga, le tour est revenu au

groupe Patrouille des stars de Kevin Mbouande Mbenga de monter sur le podium. Patrouille des stars a interprété aussi son premier générique «Obus kanga bisaka». Puis s'en est suivi le groupe Impression des as avec le générique «Ça va aller»; Romain Gardon et son SOS Salsa.

La musique chrétienne a été au rendez-vous de cette grande fête musicale avec la soeur Fifi et le Cœur des Séraphins présidé par la soeur Alphonsine Atta Ekomba. Sont passés aussi sur scène les artistes musiciens Lysa Utena venue droit de Pointe-Noire qui a égayé le public par la danse «Mutwashi»

; Sarah, dans un pot-pourri qui a ramené aux années antérieures; Severino, ancien sociétaire d'Extra musica, dans une rumba sans pareille; Trésor Mvula et son générique «Vieux Thomas»; Christian Kibangui dans une musique originale. La diaspora était représentée par Arold Nganga et Maxwell...

À l'issue de l'émission, son géniteur, Médard Milandou, aujourd'hui conseiller du président de la République du Congo, a déclaré que les 25 ans de «Tam-Tams» constituent une étape parcourue dans la promotion de la musique congolaise de 1993 à 2018. «Nous avons donné

de la visibilité à notre musique et fédéré les Congolais à travers la musique. Visibilité sur le plan international. Nous avons fait connaître de nouvelles figures, de nouvelles personnalités et forces de notre musique. L'émission a été un passage obligé des artistes vivant ou de passage au Congo», a-t-il dit.

Quant à l'avenir, la volonté des organisateurs est de relooker l'émission en tenant compte des nouvelles tendances musicales en vogue dans le pays. Ils voudraient accompagner les valeurs positives qu'elles dégagent en condamnant les antivaleurs qu'elles distillent dans la jeunesse. Ils comptent aussi rendre la musique congolaise plus visible en sublimant les genres dont la rumba qui a été proclamée par l'Unesco patrimoine mondial; contribuer au développement de cette musique en la promouvant davantage; continuer de découvrir les talents cachés pour les remonter en surface.

Pour la représentante du ministère de la Culture et des arts, Emma Mireille Opa Elion, directrice générale des Arts et des lettres, «Vidéo 45» et «Tam-Tams» se sont les deux émissions qui ont marqué la jeunesse congolaise et fait découvrir des artistes d'ici et d'ailleurs aux Congolais. Elle a souhaité que ces émissions soient soutenues.

Bruno Okokana

## BRIN D'HISTOIRE

## Lheyet-Gaboka, 45 ans déjà

À Brazzaville, l'ancienne école officielle de Ouenzé porte, depuis de nombreuses années, le nom de Maurice-Lheyet-Gaboka. Cet enseignant et écrivain était né le 5 novembre 1929, à Owando (ex Fort-Rousset). Il aurait eu 89 ans cette année. Mais, hélas, il est décédé, il y a quarante-cinq ans, le 20 octobre 1973, à l'Hôpital général de Brazzaville (actuel CHU), à l'âge de 44 ans.

Son père, Lheyet, était marié à deux femmes. Avec sa première épouse, Obe Cathérine, il a eu quatre enfants: Lheyet Gaboka Maurice, Omenga Obongo Bernadette, Ingoba Emilienne et Lheyet Guy; Lheyet Péradia Bonaventure, Imoua Philomène Lheyet Jean et Mouetoua Marie-Thérèse sont issus de son union avec sa seconde épouse, Alokassi.

Fils aîné de cette nombreuse famille, Maurice Lheyet Gaboka quitte très jeune ses parents pour Moundou, au Tchad, en compagnie de Daniel Engobo, son oncle et père du colonel Bonaventure Engobo. Il revient à Owando pour se présenter au Cepi (Certificat d'études primaires indigènes) et au concours d'entrée à l'École supérieure du Moyen-Congo.

De 1944 à 1948, il est boursier à Mbouda, transformé en Collège moderne du Moyen-Congo en 1945. Le 15 septembre 1948, il obtient son diplôme des Ecoles supérieures et Collèges modernes avec le

grade d'instituteur adjoint de 1er échelon. Il fait partie du premier groupe d'enseignants en compagnie de Galingui Michel (Centrafricain) devenu Galin Douathe, Voumbou Joseph (Centrafricain), Zombo Jean (Camerounais). Brazzaville est alors la capitale du Moyen-Congo. De ce fait, le Moyen-Congo concentre de nombreux services de l'AEF (Afrique équatoriale française), ce qui explique la présence dans cette école de nombreux citoyens de pays voisins. Certains, à la fin de leurs études, et même après l'accession à l'indépendance de leurs pays, sont devenus des Congolais. Dans cet univers en essor, Brazzaville, les différentes populations d'Afrique ont créé des espaces de vie à côté des autochtones. Cette ville s'est construite au jour le jour, au hasard des besoins et des spéculations... Anarchique et disproportionnée, elle ne possède pas de centre urbain véritable; ses magasins sont disséminés tout au long de nombreuses avenues qui forment un réseau de plusieurs dizaines de kilomètres. Les espaces verts, qui dominent, sont parfois des jardins ou des parcs bien entretenus, mais aussi des terrains vagues encadrant ici une villa, là un building, ailleurs une boutique. Quelques belles réalisations architecturales modernes sont à signaler: Sainte-Anne du Congo, le palais de justice au jour, au hasard des besoins et des spéculations. Poto-Poto offre, par les dénomi-

nations de ses rues, l'exemple d'un cosmopolitisme réussi. Les écoles de Brazzaville constituent des îlots de modernité dans leur environnement.

C'est Yandza Gérard François, enseignant, venu de Gamboma, qui ouvre, quelques années plus tard, l'École officielle de Ouenzé (actuellement École Lheyet-Gaboka-Maurice); ce dernier est le premier directeur de cet établissement laïc qui comporte également les cours moyens 1ère et 2e années. Il faut aussi signaler qu'à cette époque-là, Ouenzé est une excroissance de Poto-Poto. Elle devient commune à part entière en 1959 comme Moundou.

En février 1954, Maurice Lheyet Gaboka se rend à Impfondo. Il y reste jusqu'en mars 1957, date à laquelle il est élu conseiller territorial, puis député à l'Assemblée nationale, représentant la Cuvette congolaise, jusqu'en août 1963. En effet, l'abbé Fulbert Youlou est contraint à la démission le 15 août 1963, suite au mouvement insurrectionnel des «Trois Glorieuses». Masamba-Débat est désigné Premier ministre du gouvernement provisoire. Il est, par la suite, élu président de la République, en décembre de la même année. Au cours de son séjour à Impfondo, Maurice Lheyet Gaboka fait inscrire à l'école les pygmées pour leur donner une instruction. Il est, en outre, l'un des pionniers de la littérature congolaise dont la «Revue Liaison», qu'il

anima avec Lomami, Jean Malonga, entre autres, fut le fertile terreau.

L'histoire retiendra que Lheyet Gaboka aura été, à l'Assemblée nationale de l'époque, un pourfendeur du régime en place par ses philippiques dantesques. Il dénonçait déjà tous les maux flétris actuellement: favoritisme, tribalisme, népotisme, détournement des fonds publics par des fonctionnaires véreux, etc. Ces dérives sont aussi vieilles que la République, née en 1958 et qui fête cette année ses 60 ans.

Son entrée en politique pousse Lheyet-Gaboka à abandonner l'enseignement actif pour travailler dans les services de l'administration de l'Éducation nationale. Il occupe, tour à tour, le poste d'adjoint au secteur scolaire de la Likouala-Mossaka (1958-1960), puis d'adjoint à l'Inspecteur de l'Équateur (1962-1965). C'est après ce dernier poste que Maurice Lheyet-Gaboka quitte Owando pour Brazzaville. Il travaille au secrétariat de l'Inspection de l'enseignement. Sa santé décline déjà. En 1970, il est évacué à Moscou pour des soins médicaux. Mais c'est à Brazzaville qu'il décède le 20 octobre 1973. Il est enterré au cimetière du centre-ville, le 22 octobre suivant. Il est fait, à titre posthume, chevalier de l'Ordre du Mérite congolais. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu